Document généré le 12 oct. 2024 01:19

Relations

Israël : un colonialisme de peuplement plus que centenaire

Michaël Séguin

Numéro 782, janvier–février 2016

URI : https://id.erudit.org/iderudit/80018ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)
1929-3097 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Séguin, M. (2016). Israël : un colonialisme de peuplement plus que centenaire. *Relations*, (782), 34–36.

Tous droits réservés © Relations, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

ISRAËL : UN COLONIALISME DE PEUPLEMENT PLUS QUE CENTENAIRE

Le problème israélo-palestinien est-il un conflit entre deux nations ? Un regard attentif sur l'histoire montre plutôt qu'Israël est responsable d'un colonialisme de peuplement.

Michaël Séguin

L'auteur, doctorant et chargé de cours en sociologie, est boursier au Centre justice et foi

Israël se présente souvent comme un État assiégé, la seule démocratie au Moyen-Orient, un îlot de civilisation au milieu de la barbarie, bref, comme le porteur des valeurs libérales dans une région dominée par l'intégrisme et le sectarisme. Mais qu'en est-il vraiment ? En observant les 100 dernières années, on constate que le sionisme politique, tel qu'il a émergé en Europe de l'Est à la fin du XIXe siècle, ne constitue pas uniquement un mouvement nationaliste, mais aussi un mouvement colonialiste cherchant à conquérir la Palestine et à en remplacer la population par une autre. Autrement dit, nous ne sommes pas en face d'un simple « conflit » entre nations, mais d'une tentative graduelle de la part d'un groupe ethnico-religieux d'outremer (les juifs sionistes d'Europe) de conquérir puis de peupler le territoire d'une population autochtone (les Arabes de Palestine). Cela s'est fait d'abord avec le soutien des Britanniques, puis avec celui des États occidentaux, en particulier des États-Unis. Par conséquent, le problème actuel ne remonte pas à la guerre de 1967, mais à celle de 1948, et il ne se limite pas aux territoires conquis en 1967 (Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est), mais à ceux conquis en 1948 (l'Israël internationalement reconnu) et sur lesquels la communauté internationale a fermé les yeux malgré la violation du plan de partage onusien adopté en 1947 (résolution 181).

Le cœur du débat concerne sans doute la nature de l'acte de colonisation lui-même.

Dès ses origines, comme l'a démontré l'historien Yakov Rabkin, des Arabes palestiniens ainsi que nombre de juifs de toutes allégeances politiques et théologiques ont accusé le sionisme d'être colonialiste. Il est utile de se rappeler que le sionisme politique émerge dans la zone de résidence juive de l'Empire russe au moment même où les puissances coloniales se rencontraient à Berlin, en 1884-1885, pour tracer les lignes de partage de l'Afrique. À l'époque, certains des penseurs-clés du sionisme, comme Moses Hess et Theodore Herzl, se réclament ouvertement du colonialisme, alors qu'aujourd'hui, les élites israéliennes cherchent à masquer ce projet. Pourquoi ? Quatre points semblent toujours faire l'objet de débat, à savoir la nature de l'entreprise sioniste en Palestine, le statut du soutien obtenu des puissances européennes, la nature de l'action de colonisation en Palestine et le type de rapport établi avec la population autochtone.

Israël, projet nationaliste ou colonialiste ?

Sur la nature du sionisme, les défenseurs d'Israël refusent de voir l'immigration sioniste en Palestine, à compter de 1882, comme autre chose qu'un retour à la terre des anciens Hébreux, qu'ils imaginent être les ancêtres des juifs européens, et ce, dans le but de recréer l'État détruit par les Romains au Ier siècle. Pour eux, le sionisme est donc un nationalisme, à la différence près qu'il exige une migration pour que les juifs « reprennent » en main leur destinée nationale et qu'ils mettent fin à la négation de leurs droits politiques et économiques qu'ils subissent en Europe.

Plusieurs auteurs rétorquent que le fait d'être nationaliste n'empêche pas un mouvement d'être colonial tout à la fois. Au contraire, le sionisme est un mouvement nationaliste qui privilégie des moyens colonialistes (immigration, colonisation de terres dites « vierges », idéologie du progrès, etc.) pour parvenir à la construction d'une nation eurocentrique constituée d'immigrants juifs provenant des quatre coins du monde. Certes, l'idée de créer une société nouvelle et meilleure à Sion évoque un projet nationaliste, mais du moment où cela exige de faire *tabula rasa* de la société antérieure, il s'agit bien de colonialisme. Les juifs orientaux (*Mizrahim*) et éthiopiens, qui constituent pourtant plus de la moitié de la population israélienne, en sont aussi victimes : encore aujourd'hui, ils sont sous-représentés dans les sphères décisionnelles, signe de la persistance d'un orientalisme inhérent au sionisme.

Un colonialisme avec ou sans métropole ?

Un second argument fréquemment invoqué pour réfuter la thèse voulant que le sionisme soit un mouvement colonial consiste à dire que ses membres ne provenaient pas d'une même mère-patrie et qu'ils n'ont été soutenus par aucune métropole. Même le soutien reçu des Britanniques à la suite de la déclaration Balfour (1917) est, selon cette conception, interprété comme étant foncièrement opportuniste.

Face à cela, plusieurs chercheurs proposent de concevoir la diaspora juive européenne comme un vaste réservoir d'immigrants, une quasi-mère-patrie, tout en soulignant que le sio-

nisme politique a tout fait pour bénéficier de l'appui de puissances impériales, qu'il s'agisse de l'Allemagne, de l'Empire ottoman ou de la Grande-Bretagne. Dans les faits, cette dernière joua le rôle de quasi-métropole, apportant aux efforts de colonisation un soutien incomparable au traitement qu'elle réserva aux Palestiniens : création d'un système économique juif autonome et protectorat contre les intérêts économiques extérieurs ; libéralisation du marché foncier facilitant ainsi l'acquisition des terres palestiniennes ; autorisation de créer un système d'éducation indépendant des institutions politiques autonomes et même, pour un temps, d'opérer des unités paramilitaires (notamment la Haganah et le Palmah) en collaboration avec l'armée britannique. En résumé, Londres apporta un soutien sans lequel l'État d'Israël n'aurait pu voir le jour en 1948.

Philippe Ducros, *Machsom* (poste de contrôle) à Qalandiya, en 2005.
Artiste invité du nº 732 (mai 2009).

Colonisation avec ou sans colonialisme ?

Le cœur du débat concerne sans doute la nature de l'acte de colonisation lui-même. À cet égard, les défenseurs du sionisme insistent sur le fait que les fondateurs d'Israël ont développé une société et une économie parallèles aux structures sociales palestiniennes afin d'éviter toute exploitation. S'il y a bien eu colonisation d'une part de la Palestine, il n'y a pas eu colonialisme, à leur avis, puisque les politiques et l'idéologie du mouvement travailliste qui prit la tête du *yishouv* – la communauté juive en Palestine avant la création d'Israël –, dans les années 1930, étaient mues par des idéaux socialistes.

Plusieurs répliquent que cette définition du colonialisme est trop restrictive et mettent en lumière combien le développement séparé des sionistes, de 1880 à 1948, a peu à voir avec la recherche d'une situation symétrique. Au contraire, à l'époque, les juifs sionistes de Palestine sont une communauté fortement organisée, avec une culture qui promeut l'expansion territoriale (l'hébreu moderne emprunte le vocabulaire biblique pour parler positivement du colonialisme : « monter en terre d'Israël », « rédemption de la terre », « faire fleurir le désert », etc.). Ils disposent aussi d'un ensemble d'institutions (Fonds national juif, Agence juive, *kibboutz*, *mochav*, etc.) qui permettent l'achat massif de terres palestiniennes, puis la conquête territoriale jusqu'à l'expulsion *manu militari* de la majorité des Palestiniens en 1948. La séparation prônée par les élites travaillistes a donc été l'outil d'un colonialisme de peuplement et même le germe de la situation actuelle d'apartheid, non son antithèse.

Qu'en est-il des Palestiniens ?

Concernant la nature de la relation entre les colons et la population autochtone, plusieurs affirment que le mouvement sioniste recherchait le plus grand bien des Palestiniens, qu'il se voulait un agent de leur modernisation, et que seule une minorité, au sein de ce mouvement, avait des visées colonialistes. Une image souvent évoquée à cet égard est celle du roman de Theodor Herzl, *Altneuland*. Alors que son personnage principal se rend pour la première fois en Palestine à la fin du XIXe siècle, il la découvre dans un état d'abandon total. Quand il y revient, 20 ans plus tard, tout s'est merveilleusement transformé grâce à la colonisation juive (santé, éducation, infrastructures).

Comme le souligne habilement le sociologue et historien Maxime Rodinson, bien que dominés et minorisés, les juifs européens n'en partageaient pas moins le sentiment de supériorité des Européens face au reste du monde et l'idée que leur apport à la Palestine ne pourrait être que bénéfique. C'est pourquoi, lorsque les premiers colons sionistes arrivent en Palestine, ils ne voient tout simplement pas la population locale, qu'elle soit juive, chrétienne ou musulmane. La Palestine est, dans leur esprit, « une terre sans peuple pour un peuple sans terre », et les Palestiniens sont, au mieux, une partie du paysage, non dénuée d'un certain exotisme.

La *Nakba* comme processus continu

Ainsi, l'étude des origines de l'État d'Israël permet de voir que la situation depuis la conquête de 1967 et l'occupation militaire qui s'en est suivie n'est pas l'exception, mais bien la règle puisqu'y prévaut la même logique de domination et d'effacement. Cette logique constitue le cœur du colonialisme de peuplement, le but n'étant pas strictement de tirer profit d'une population et de son territoire (comme c'est le cas du colonialisme d'exploitation), mais de fonder un ordre social nouveau duquel est exclue la population autochtone, que ce soit par

génocide, nettoyage ethnique, ghettoïsation, migration forcée, assimilation ou marginalisation. Ce faisant, la conquête n'est plus seulement un événement survenu à un point donné dans l'histoire, mais un processus continu de substitution d'une population par une autre, un long processus de marginalisation similaire à celui qui a toujours cours au Canada, aux États-Unis et en Australie avec les populations autochtones.

Bien que les stratégies employées par Israël face aux Palestiniens qui demeurent à l'intérieur des frontières de 1948 et de celles de 1967 soient différentes, le résultat est sensiblement le même : il s'agit de tout mettre en œuvre pour « judaïser » la population, les institutions, la langue, les lieux, l'histoire et même l'archéologie. En plus d'interdire le retour aux quelque 750 000 Palestiniens qui ont fui ou ont été expulsés du territoire devenu Israël en 1948, le gouvernement israélien a massivement exproprié et concentré sur seulement 4 % du pays les 156 000 Palestiniens qui sont alors demeurés en Israël. Depuis lors, les administrations israéliennes successives ont tout fait pour transformer ces citoyens palestiniens en « Arabes israéliens », mettant leurs communautés et leurs écoles sous la haute surveillance de l'appareil sécuritaire (d'abord l'armée, ensuite les services secrets) pour s'assurer qu'aucune réelle cohésion nationale ne puisse émerger entre les membres de cette population. Combiné à la discrimination quotidienne que vivent les Palestiniens citoyens d'Israël (par exemple, l'accès inégal à la scolarisation, à l'emploi et à la terre), tout est orchestré pour que ces derniers ne se sentent ni vraiment Palestiniens, ni vraiment Israéliens, et qu'ils quittent le pays de leur plein gré ou lors d'un « échange » de territoire improbable avec l'Autorité palestinienne.

La conquête est un processus continu de substitution d'une population par une autre.

Du côté des Palestiniens sous occupation, si l'identité est moins un enjeu central, ce sont les conditions de vie qui posent le plus problème : depuis 1967, ils ont vu leur relative liberté fondre comme neige au soleil. Alors que Gaza est devenue la plus grande prison à ciel ouvert, la Cisjordanie s'est transformée en un archipel de bantoustans au profit du demi-million de colons israéliens : moins de 18 % de ce territoire est réellement contrôlé par l'Autorité palestinienne. En fait, si tout est organisé pour faciliter l'établissement, le confort et la mobilité des juifs en Cisjordanie, les Palestiniens vivent l'exact opposé : contrôle des déplacements, des terres, de l'eau, du droit de construire et même, du droit de vivre. L'arbitraire de la loi martiale, les emprisonnements « administratifs », les démolitions de maison et l'expropriation des terres : tout est aussi pensé pour effacer la présence des Palestiniens et rendre leur vie invivable.

Pas de paix sans décolonisation

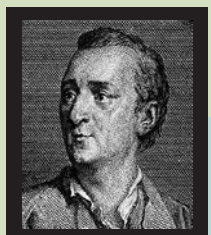
En résumé, si Israël se présente aujourd'hui comme un « État assiégé », l'absence de paix n'est pas à rechercher dans une essence maléfique du côté arabe, mais bien dans la dynamique coloniale. À la lumière de cette dynamique, il n'est pas surprenant que les négociations de paix initiées il y a plus de 20 ans ne mènent nulle part et que la solution à deux États, l'un israélien, l'autre palestinien, se soit transformée en solution à « un État et quelques bantoustans ». L'explication de cet échec est relativement simple : la paix recherchée par les Shimon Peres et Yitzhak Rabin était stratégique, déconnectée d'un véritable souci de reconnaissance des droits historiques du peuple palestinien et d'un désir de cohabitation réellement égalitaire entre peuples. Ce que ces Nobels de la paix voulaient, c'est la pacification et la consolidation des privilèges accumulés par les Israéliens juifs, aux dépens des Palestiniens.

La majorité israélienne ne parviendra à cette décolonisation que si des pressions extérieures l'y forcent, comme l'ont montré les victoires récentes du mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre Israël. En attendant, la machine militaire, académique et médiatique israélienne continuera à convaincre cette majorité, avec la complicité d'une communauté internationale silencieuse, que le pays doit se défendre coûte que coûte.

La Compagnie des philosophes, un organisme à but non lucratif (non subventionné), œuvre depuis maintenant 17 ans à promouvoir la philosophie sous toutes ses formes auprès d'un large public. L'objectif est d'offrir à chacun l'occasion de participer, en bonne compagnie, aux joies que procure l'entreprise philosophique comme quête de sens, de lucidité et de sagesse. Il s'agit de penser mieux, pour vivre mieux, avec soi, avec les autres et avec la nature.

100, rue Saint-Laurent Ouest, Longueuil
450-670-8775 philosophes@me.com

www.cdesphilosophes.org



Hâtons-nous de rendre la philosophie populaire.
Diderot (1713-1784)

DIMANCHES PHILO 2016
7 ET 21 février
6 mars
3 ET 17 avril

CINÉ-PHILO
20 mars ET 24 avril

Conférences, ateliers de discussion, léger goûter, documents d'accompagnement...
Tous les détails sur notre site Internet